

# PAIX SÉCURITÉ - PROSPÉRITÉ ?



*S.E.M. Benjamin Netanyahu, ancien Premier ministre et actuellement Ministre des Finances de l'État d'Israël, a reçu le Rédacteur en chef de SHALOM pour un tour d'horizon exclusif. (Photo: Bethsabée Süssmann)*

Par Roland S. Süssmann

Bien qu'ayant une base exclusivement religieuse, le rêve sioniste est le seul grand mouvement de pensées du début du XX<sup>e</sup> siècle ayant survécu, qui ait été transformé en une réalité et qui constitue un succès fulgurant. Toutefois, il s'agit d'un processus lent et extrêmement difficile, dont l'évolution constante mais progressive se fait en dents de scie. Il est régulièrement ébranlé par deux constantes, l'incertitude et les

interrogations fondamentales, qui varient en permanence d'intensité. Aujourd'hui, lorsque l'on évoque Israël et l'évolution de la situation au Moyen-Orient, deux questions viennent immédiatement à l'esprit: quelles sont les implications du désengagement tant sur le plan de la politique intérieure qu'au niveau international et que peut-on attendre des Arabes après la disparition d'Arafat ?



*«La conclusion de la paix ne dépend pas seulement de nous mais de nos voisins. L'avenir nous dira très rapidement quelles sont les intentions d'Abou Mazen.»*

Dans le but de nous donner quelques explications sur ces questions, nous nous sommes adressés à *S.E.M. BENJAMIN NETANYAHOU*, ancien Premier ministre et actuellement Ministre des Finances de l'État d'Israël.

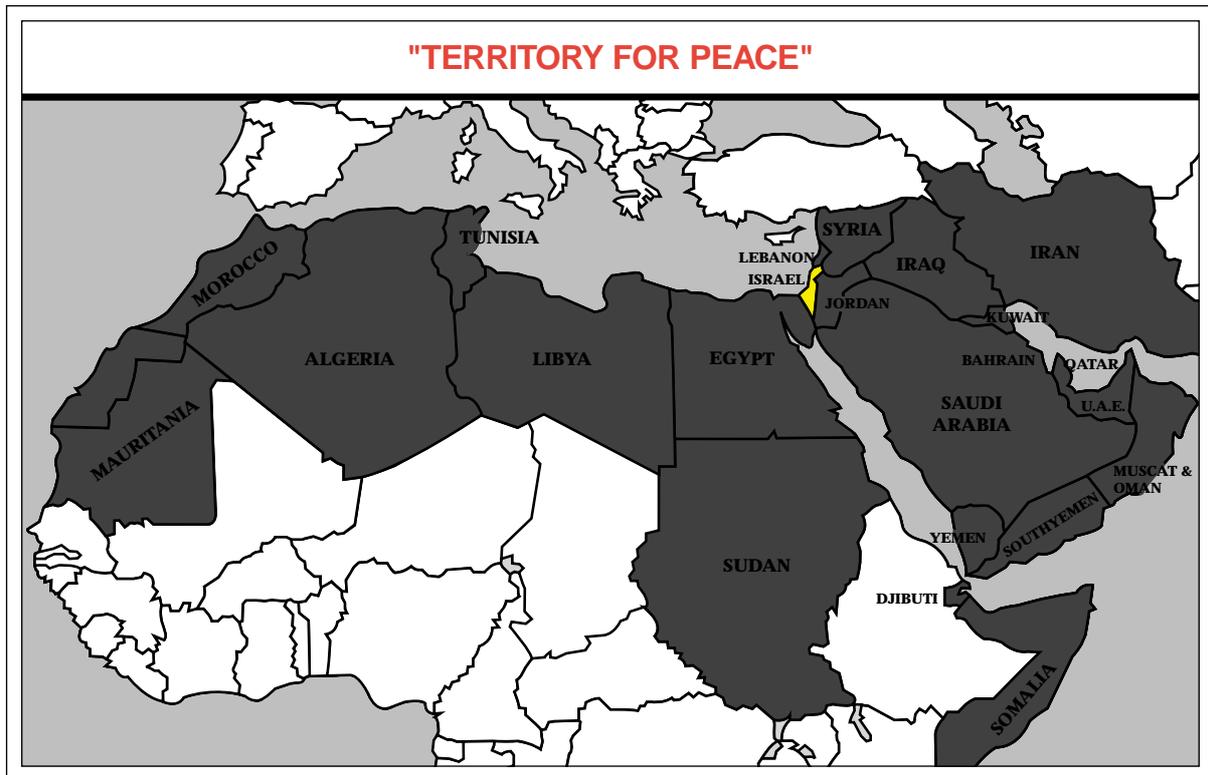
### **Comment voyez-vous l'après Arafat ?**

De tout temps, Israël a eu trois buts: conclure la paix, vivre en sécurité et assurer sa prospérité. Le premier point ne dépend pas uniquement de nous mais de nos voisins et il est évident qu'avec le leadership précédent, aucune forme de paix n'était envisageable étant donné qu'Arafat n'en voulait à aucun prix. Il avait lancé sa guerre de terreur contre nous afin d'imposer ses conditions à Israël. Quant à la nouvelle administration, l'avenir nous dira quelles sont ses véritables intentions. A première vue, ses dirigeants semblent avoir une approche différente, mais la question est de savoir si oui ou non ils seront véritablement à même d'agir. Nous le saurons assez rapidement en constatant s'ils entreprennent les démarches minimales qui s'imposent pour démanteler les organisations terroristes. A ce jour, quelques signes montrent que par rapport à Arafat, une légère amélioration dans ce domaine est en cours, mais ils ont encore beaucoup de chemin à faire. La sécurité, quant à elle, dépend entièrement de nous et nous faisons tout ce qui est nécessaire afin de prévenir des actes de terrorisme. La construction de la barrière de sécurité nous apporte une large contribution positive et nous allons en accélérer la réalisation. Cela dit, nous avons réussi à réduire les attaques terroristes de 80%, mais les 20% restants sont bien entendu toujours beaucoup trop. Finalement, en ce

qui concerne la question de la prospérité, elle découlera de notre capacité à développer une économie de marché libre. Je rappellerai que lorsque je suis entré en fonctions, l'économie nationale était dans un état catastrophique (voir *SHALOM* Vol.41). J'ai déclaré la guerre à l'État providence, imposé des coupures très importantes dans les dépenses gouvernementales, y compris dans l'attribution des avantages sociaux. J'ai procédé à des privatisations de monopoles d'État (ports, banques, etc.), réduit les impôts, etc. Tous ces éléments ont mené à ce que d'une évolution négative, nous bénéficions aujourd'hui d'un taux de croissance qui est passé de moins 1% à plus 4-4.5%. Je pense qu'un Israël doté d'une économie forte constitue un argument puissant pour faire avancer le processus de négociations avec nos adversaires.

**Vous nous parlez de paix, de sécurité et de prospérité, mais comment tous ces concepts, certes positifs, s'inscrivent-ils dans le projet de désengagement unilatéral d'Israël ? En d'autres termes, pensez-vous pouvoir continuer votre action pour l'assainissement de l'économie et de son essor, si des divergences sérieuses - voire des violences - éclatent entre Israéliens ?**

C'est justement parce que je crains ce qui risque de se passer dans la société israélienne au lendemain du désengagement que j'ai tellement promu l'idée du référendum qui a malheureusement été rejeté par la Knesset. Je pense en effet qu'il s'agit là d'un outil qui non seulement aurait permis de ratifier ce projet de manière totalement objective, mais qui aurait sans aucun doute contribué à soigner les plaies provoquées en Israël par cette opération. Je suis convaincu que la seule perspective d'un plébiscite aurait réduit considérablement les tensions actuelles, l'acceptation du plan aurait été rendue plus légitime et plus évidente pour un large segment de la population israélienne. Du fait que nous continuions la mise en place du désengagement sans recourir au référendum, je n'exclus pas que nous soyons témoins de confrontations violentes, ce qui n'est certes pas souhaitable, et que nous vivions une expérience très traumatisante pour l'ensemble de notre population. J'espère que ceci nous servira de leçon et que nous saurons reconsidérer toute notre manière d'agir par rapport à nos citoyens avant de procéder à d'éventuels futurs retraits. En 1998, lorsque j'étais Premier ministre, avant les Accords de Weye, il avait été question de transférer le contrôle d'une région à Arafat, d'où aucun village juif n'aurait été supprimé ni aucun Juif délogé. Les circonstances étaient donc bien plus simples qu'aujourd'hui. J'avais proposé d'organiser un référendum, mais malheureusement la Knesset ne m'avait pas suivi. Il est intéressant de constater qu'Itzhak Rabin avait préconisé un référendum lorsqu'il avait voulu se retirer du Golan et qu'Éhud Barak aurait eu la même idée si les négociations de Camp David II avaient abouti. Procéder



à l'évacuation sans avoir recours au préalable à un référendum créera une blessure très profonde dans notre société, mais j'espère que tous les points positifs que nous avons acquis, en particulier sur le plan économique, ne seront pas sérieusement compromis.

**L'impression prévaut que si le projet d'abandon de Gush Katif a pu voir le jour, c'est avant tout dû à deux raisons: l'endroit n'a jamais été considéré par les gouvernements de droite (Begin, Shamir et vous-même) comme autre chose qu'une monnaie d'échanges, et la réalité sur le terrain qui veut que cette région n'ait jamais été correctement peuplée. Pensez-vous que s'il y avait aujourd'hui 50'000 Juifs à Gush Katif, la décision d'évacuation unilatérale aurait été prise de la même manière ?**

En ce qui concerne le peuplement de Gush Katif, il n'a jamais été question d'y installer massivement des Juifs pour la simple raison qu'il s'agit d'une région agricole et que les agriculteurs ne sont pas légion en Israël. De plus, Gush Katif n'a jamais été perçue comme étant véritablement partie intégrante des terres juives d'Israël. En fait, elle ne bénéficie pas de l'aura de la Judée et de la Samarie. La présence importante d'une population arabe dans cette zone a toujours jeté une espèce de bémol à l'enthousiasme relatif au programme de peuplement par des habitants juifs. Certains estimaient que notre présence y serait éternelle, d'autres que nous quitterions les lieux dans le cadre d'un accord négocié et finale-

ment, il y avait ceux qui pensaient qu'il fallait abandonner cet endroit à tout prix. C'est cette option qui a été votée par le gouvernement.

**Il y a quatre ans et demi, Arafat lançait l'Intifada avec tous les morts, les blessés et les familles détruites que cette vague de terrorisme a entraînés avec elle. Ne pensez-vous pas que le fait qu'à l'issue de cette agression le gouvernement juif décide de déloger, si nécessaire par la force, des Juifs de leurs domiciles, constitue une forme de capitulation de la part d'Israël ?**

Ce n'est certainement pas dans cet esprit que notre gouvernement a conçu ce projet. Toutefois, vous avez raison, notre contrepartie peut très bien percevoir le désengagement unilatéral comme une victoire encourageante. A ce sujet, le Hamas a d'ailleurs déclaré: «Le terrorisme a payé pour faire partir les Israéliens du Liban, aujourd'hui il paye pour les faire partir de Gaza. Continuons notre combat par la terreur et ils partiront de Cisjordanie, de Jérusalem et de Tel-Aviv». Afin d'éviter qu'une telle idée ne fasse son chemin, j'ai proposé que parallèlement au retrait unilatéral, nous prenions un certain nombre de décisions arbitraires concernant les blocs d'habitations en Judée et en Samarie. Nous devrions décider d'intégrer certaines localités d'un côté de la barrière de sécurité, afin de combler les trous qui laissent trop d'espace entre les localités juives. Ceci ne signifie naturellement pas que nous abandonnerons



*«La question de la sécurité est entièrement entre nos mains et nous faisons tout ce qui est nécessaire afin de prévenir des actes de terrorisme.»*

quoique ce soit se trouvant de l'autre côté de la barrière. Je crois qu'il est très important que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir et ce tant sur le terrain même que sur le plan diplomatique, afin de nous assurer que le côté arabe ne puisse pas croire que le retrait unilatéral soit le bon moment pour continuer à encourager le terrorisme.

**Pensez-vous que le désengagement constitue un précédent pour justifier l'évacuation d'autres agglomérations et citoyens juifs, voire la création effective d'un État palestinien ?**

Certainement pas pour moi. Ce qui m'inquiète aujourd'hui, c'est le fait que nous avons créé le «moule du retrait israélien unilatéral», qui inclut la liquidation de villages juifs, sans avoir exigé la moindre contrepartie. Il sera très difficile à l'avenir de convaincre l'OLP que dans notre esprit, la liquidation de 21 agglomérations juives à Gaza et de 4 en Samarie constituait en fait le «dernier pas». Actuellement, nous devrions tout mettre en œuvre pour garder le contrôle de la majorité du territoire de la Cisjordanie. A cet égard, je voudrais souligner que les 3/4

de ce territoire sont inhabités mais représentent pour nous une importance primordiale sur les plans sécuritaire, stratégique et historique.

En ce qui concerne votre question sur «l'État palestinien», un tel projet ne serait acceptable pour nous que si ses fondateurs abandonnaient toute velléité de détruire l'État juif et souhaitaient effectivement vivre une coexistence pacifique. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas, bien au contraire. Comme le président Bush l'a très bien dit, il faut qu'il y ait des réformes fondamentales dans le système politique de l'Autorité palestinienne. Le démantèlement de quelques groupuscules terroristes est de loin insuffisant. Il est vrai qu'à ce jour, Mahmoud Abbas n'encourage pas le terrorisme comme le faisait Arafat mais parallèlement, il ne lève pas non plus le petit doigt pour combattre effectivement les organisations terroristes lourdement armées. Par conséquent, l'établissement d'un État souhaitant la destruction d'Israël ne servirait en aucun cas les intérêts de la paix dans la région.

**Si un tel État était créé, quelles en seraient les frontières ?**

Vous touchez là au point essentiel de la question qui



*«L'essor de notre prospérité découlera de notre capacité à développer une économie de marché libre. En moins de deux ans, notre taux de croissance est passé de moins 1% à plus 4-4.5%.»  
(Photo: Bethsabée Süssmann)*

est de savoir qui aura le contrôle des frontières et non pas quel sera leur tracé éventuel. Il faut bien comprendre que nous devons garder la haute main sur tous les mouvements d'armes et de personnes qui entreraient dans ce territoire. En effet, si nous leur laissons libre cours, leur tendance naturelle à vouloir nous détruire serait encouragée. C'est pour cette raison que dans le cadre du retrait unilatéral de Gaza, je m'oppose encore et toujours à ce que nous quittions la fameuse ligne «Philadelphie» séparant Israël de l'Égypte. Tout démontre que raisonnablement, nous ne pouvons pas faire confiance à l'Égypte. J'en veux pour preuve le fait que mi-mars, alors que nous contrôlions encore la situation, des missiles SA-7 Strella ont été introduits en contrebande à Gaza. Dans ces conditions, pouvons-nous vraiment abandonner le contrôle de ces frontières à l'OLP ou à l'Égypte sans mettre en danger l'État juif? Je pense que ce qui se passe à l'intérieur des territoires sous contrôle de l'Autorité palestinienne n'est pas vraiment important, ce qui compte, c'est ce qui se passe aux frontières de cette entité, qu'elle porte le nom d'État ou non.

**Difficile d'interviewer le Ministre des Finances de l'État d'Israël sans lui poser au moins une question relative à l'économie. Comme vous le savez, il y a deux types d'immigrations en Israël: celle en provenance des pays pauvres, dont les immigrants doivent solliciter une aide de l'État pour pouvoir s'installer, et celle, potentielle, en provenance des pays riches, que de nombreux Juifs quittent pour s'établir dans des paradis fiscaux. Pratiquement, que faites-vous pour attirer l'immigration du second type ?**

Nous avons énormément baissé les impôts de tous genres et avons pris tout un train de mesures fiscales. Aujourd'hui, Israël est le pays au monde qui avance le plus vite en ce qui concerne les réformes économiques. Nous n'allons pas nous arrêter en si bon chemin. Je mets tout en œuvre pour renverser la vieille blague qui dit : «comment faire une petite fortune en Israël? en y débarquant avec une grande!». Aujourd'hui, c'est déjà le contraire qui se passe, il y a d'importantes fortunes qui se font en Israël tant par des investisseurs locaux et étrangers que par des nouveaux immigrants.